

## Communiqué de presse

# Dispositif de Contractualisation : Acte 1 de la Restauration

La droite en faisant campagne ces six derniers mois n'a cessé d'attaquer de manière démagogique le dispositif d'aide aux communes mise en place par la gauche durant ces trois dernières années. Ils ont remis en cause systématiquement la réalité de l'équité et de la rigueur portées par ce dispositif en terme d'aide apportée à l'ensemble des communes du Val d'Oise. Dans le cadre de cette politique de contractualisation l'enveloppe financière était de 50 millions d'euros de crédits de paiement par an. Ce dispositif a permis de rompre radicalement avec le système de guichet et avec les funestes engagements de financement non budgétés.

Aujourd'hui victorieuse, la droite est de retour aux affaires, et surprise ! pas de projet, pas de proposition. Avec la constance des critiques de l'UMP-UVO on aurait pu penser qu'il aurait mis à profit le temps passé dans l'opposition pour construire une alternative à la contractualisation.

Finalement la droite semble redécouvrir la situation budgétaire du département largement consécutive à la politique de François Scellier et à la dette de l'État de 412 millions d'euros.

**Résultat : Une réponse vague renvoyant à plus tard les annonces que les maires attendent légitimement avec impatience et inquiétude.**

Il faut tout de même faire crédit à Arnaud Bazin d'une seule proposition ! Celle de revenir sur trois années de justice et de transparence qui prenaient en compte le respect de la loi SRU, le potentiel fiscal des communes ou le nombre d'habitants. La réforme de la droite serait elle en fait le retour du bon vieux système de guichet ? La restauration est bien en marche !

**Didier ARNAL** Président du groupe politique Val d'Oise Utile et Solidaire